

CTA du 12 janvier

Déclaration Sgen-CFDT MP

Alors qu'experts et gouvernants sont incapables de prévoir l'issue du feuilleton dramatique d'une crise économique et financière sans précédent, ceux qui connaissent directement le chômage ou le déclassement sont de plus en plus nombreux. Notre région n'est bien sûr pas épargnée avec une hausse de 30% des faillites en 1 an et un taux de chômage dépassant les 10 % dans 4 de nos départements...

Dans un contexte où la formation constitue plus que jamais la meilleure protection contre le chômage et la précarité le gouvernement a dévoilé à la veille des fêtes de fin d'année le détail des mesures de suppression de postes prévues pour la rentrée prochaine.

L'ampleur de ce nouveau coup porté à l'éducation en général (- 14 000 postes) et dans notre Académie en particulier (- 314 postes) illustre une nouvelle fois la logique purement comptable et obstinée poursuivie depuis 5 ans.

Malgré les alertes de la communauté éducative, des organisations syndicales et des associations de parent d'élèves, l'entreprise de dénigrement et de démantèlement de l'Education Nationale se poursuit.

Echec scolaire de plus en plus marqué socialement, inégalités de formation, d'accès aux formations post Bac, aux filières sélectives, et au final à l'emploi n'ont jamais été aussi flagrantes, les conséquences de la politique menée ces dernières années sont lourdes et hypothèquent l'avenir de la Nation.

En sacrifiant l'Ecole aujourd'hui, le gouvernement commet une faute majeure et court le risque d'aggraver encore un peu plus les difficultés socio-économiques et de creuser les inégalités de demain.

Sur les prévisions d'effectifs 1er et 2nd degrés.

Dans le premier degré, les projections rectorales prévoient 892 élèves en plus. Les variations sont grandes entre les départements périphériques très impactés par les pertes d'emplois et le chômage et les départements garonnais qui conservent une population jeune. Toutefois, globalement, notre démographie est positive ;

Dans le second degré, les projections rectorales prévoient une hausse de plus de 700 élèves. Avec les mêmes variations entre les 8 départements, le constat est également une démographie positive.

Donc, en septembre 2012, notre académie comptera plus de 1600 élèves en plus.

Répartition des moyens de la carte scolaire 2012.

La « *dotation* » de notre académie :

- Suppression de 213 emplois d'enseignants titulaires premier et second degrés
- Suppression de 5 emplois d'enseignants titulaires sur Activités à Responsabilité Académique : quels sont ces emplois ?
- Suppression de 39 emplois de contractuels et d'assistants langues premier et second degrés.
- Suppression de 40 emplois de contractuels remplaçants second degré.
- Suppression de 17 emplois de personnels administratifs...

Vous nous présentez donc Monsieur le Recteur, une carte scolaire ingérable avec d'un côté plus de 1 600 élèves en plus et de l'autre un projet qui comptabiliserait 314 suppressions d'emplois...

Nous réaffirmons donc en ce CTA notre opposition totale à ce projet de carte scolaire, fruit d'un budget que nous avons condamné.

Si l'on examine de plus près les conséquences de ce projet de carte scolaire :

Pour le premier degré, les cumuls sur 5 ans de suppressions sont édifiants. Sur l'académie, le ministère aura supprimé 297 postes et les classes **auront** accueilli près de 4 500 élèves en plus.... :

Devant cette politique de suppressions systématisées, on ne peut plus débattre avec des arguments raisonnés : pédagogiques, éducatifs, sociaux, environnementaux.

On ne peut qu'avancer la colère des usagers de l'école face à cette politique qui a déjà pour premières victimes les enfants les plus défavorisés.

En ciblant très fortement les postes hors la classe et en particulier les RASED, le projet de carte scolaire installe une école low-cost réduite à sa plus simple expression : un maître / une classe (chargée).

Tout le volet prévention et traitement de la difficulté scolaire est en passe d'être démantelé.

L'école low-cost c'est un enseignant sans formation initiale, sans formation continue, sans aide de personnes ressource, un enseignant seul face à une classe rassemblant une population scolaire de plus en plus hétérogène.

Pour le second degré

Globalement, une progression de 710 élèves dans le second degré public conduit à une dotation diminuée de 70 ETP !!!

Bien sûr, ce bilan recouvre des situations contrastées entre les collèges et lycées qui voient leurs effectifs progresser tandis que les LP, par un effet structurel, perdent 1435 élèves et 120 ETP. Cependant, paradoxalement, le taux H/E augmente en LP et diminue en collège et lycée ; les taux d'HSA restent stables en collège et lycée et diminue très légèrement en LP. Tout ceci ne va pas améliorer les conditions de travail des élèves et des enseignants.

De plus, chacun sait que seul le recours massif aux contractuels, et aux heures supplémentaires permet de faire fonctionner le système. Et vous proposer, Monsieur le recteur la suppression de 40 ETP de vacataires remplaçants. Comment allez-vous pouvoir assurer convenablement les remplacements avec seulement 27 ETP de vacataires remplaçants à partir de septembre, alors que les 67 actuels n'y suffisent pas.

Pour les personnels non enseignants.

Par ailleurs, même si ces suppressions ne seront pas étudiées lors de ce CT, nous souhaitons vous faire part des vives inquiétudes des personnels face à de nouvelles suppressions d'emplois pour les personnels administratifs. Par deux fois sur les trois dernières années le Sgen – CFDT a écouté les personnels administratifs de l'académie par le biais de questionnaires anonymes. Nous souhaitons d'ores et déjà vous alerter sur les conséquences de ces nouvelles suppressions : fortes inquiétudes des personnels sur l'avenir, hausse de la charge de travail, difficultés par rapport aux rapprochements de conjoints et sur les possibilités de mobilité en général. Nous renouvelons une fois de plus notre demande d'accompagnement des personnels.

L'ambition historique de l'Education nationale de faire réussir tous les élèves en amenant 80 % d'une classe d'âge au baccalauréat est aujourd'hui officiellement abandonnée. Ce budget accompagne la volonté déclarée publiquement par le Président de la République (le 5 janvier 2012) d'abandonner le collège unique pour prendre le chemin de la sélection.

Cette politique n'est pas la nôtre ni celle des usagers de l'école. Il est admirable de constater que malgré la violence des coups portés, les personnels assurent leur métier avec une conscience professionnelle toujours aussi forte.

Pour le Sgen-CFDT, il est nécessaire de renouer avec une politique volontariste en matière d'éducation et de petite enfance, de redonner les moyens aux enseignants d'exercer leur métier dans de bonnes conditions, de mettre en œuvre les réformes nécessaires à l'évolution vers une école moderne, innovante et réellement respectueuse de l'égalité des chances.

A la veille des échéances présidentielles et législatives, on nous annonce que l'Ecole devrait être au centre des débats. Espérons que ce ne soit pas une fois de plus pour décrier son action et ses personnels sans propositions constructives et cohérentes.